

Des Oflags aux Prisons de Vichy

Conférence du capitaine Pierre Bloch, député de l'Aisne

Engagé pour la durée de la guerre, versé dans la 3^{ème} division coloniale, le capitaine Pierre Bloch, député de l'Aisne, est fait prisonnier, le 24 juin 1940, après avoir obtenu deux citations pour sa conduite au feu. Le 17 novembre, il s'évade de l'oflag et parvient en France. Il reprend la lutte, de la seule façon possible : clandestinement. Il est arrêté le 20 octobre 1941 par des agents de Vichy, jeté en prison, soumis au régime de droit commun sous l'inculpation d'espionnage en faveur de « l'ennemi », c'est-à-dire des Alliés. Le 17 juillet 1942, il s'évade et emmène avec lui son gardien. Le capitaine Pierre Bloch a été condamné à mort par le gouvernement de Vichy.

Arrivé en Angleterre le 1^{er} novembre 1942, il déploie tous ses efforts pour faire connaître au monde la vérité sur les souffrances de la France. Voici ce qu'il raconte :

* * *

LE 23 juin 1940, après des combats terribles et sanglants, les restes de la 3^{ème} Division d'Infanterie Coloniale étaient complètement encerclés dans la région de Toui. Sans vivres, sans munitions, ils étaient obligés de se rendre, la rage au cœur. Les Allemands, sous bonne escorte, nous conduisent à notre premier camp de prisonniers, un fort qui, avant la guerre, pouvait contenir au plus un millier de soldats. Les Allemands ont casé là, dans des conditions particulièrement difficiles, 20.000 hommes et 790 officiers. Nous sommes pour la plupart des officiers de l'armée coloniale et des Nord-Africains.

Les nouvelles les plus contradictoires circulent dans le camp. Ce qui est sûr, c'est que nous manquons de tout. Nous dormons par terre ; nous n'avons même pas la possibilité de boire, car il n'y a pas d'eau dans le camp. Le général allemand daigne recevoir une délégation des officiers français. Il lui réserve un accueil chaleureux, salue en particulier les officiers de la 3^{ème} Division d'Infanterie Coloniale qui se sont particulièrement bien battus et nous assure que nous sommes des prisonniers d'honneur, que nous allons conserver nos armes et qu'il va donner des ordres pour que nous soyons particulièrement bien traités. Il ajoute, avec ce tact qui caractérise l'armée allemande, qu'après la défaite retentissante de la France, nous rentrerons bientôt dans nos foyers parce que la question anglaise sera résolue dans trois mois. Un officier français parle allemand. Le général s'entretient avec lui et lui démontre avec facilité que la victoire complète de l'Allemagne ne fait aucun doute, et que le Führer sera à Londres au mois de septembre.

Nous sommes atterrés ; nous n'avons aucun moyen d'être informés et nous sommes obligés de croire tout ce que les Allemands veulent bien nous raconter.

Les promesses du général allemand n'ont jamais été tenues ; nous n'avons jamais été des prisonniers d'honneur, n'avons jamais été traités avec « beaucoup d'égards » et, quand je suis arrivé à Londres, je n'ai pas retrouvé le général allemand !

Mais j'ai la conviction profonde que, lorsque les officiers allemands nous disaient que nous allions être libérés, ils disaient la vérité ; ils avaient l'impression que tous les soldats qui avaient été faits prisonniers après la conclusion de l'armistice seraient libérés ; quand nous avons connu les conditions de l'armistice, nous avons eu l'impression que c'était le Gouvernement de Bordeaux, le futur gouvernement de Vichy, qui ne voulait pas notre libération, que c'était lui qui ne tenait pas à ce que les prisonniers retournent dans leurs foyers ; nous avons eu tous l'impression que c'était le futur gouvernement de Vichy qui nous avait livrés aux Allemands.

Nous avons, peu après, changé de camp ; de Bainville-sur-Madon, nous avons été transférés à la caserne Victor-Hugo à Nancy, puis au lycée Henri Poincaré et là, nos conditions de vie ont subi une légère amélioration. Nous couchons dans les dortoirs des lycéens ; il y avait une bibliothèque et, grâce à la population, malgré les sentinelles allemandes, nous étions ravitaillés.

Puis, un beau jour, nous avons encore changé de camp ; nous sommes allés au Collège des Frères de la Malgrange et je vois encore dans le Hall de l'école, le portrait de ce grand et bon Lorrain, qu'est le Président Louis Marin. Au collège de la Malgrange, les sœurs essayaient d'améliorer notre sort ; elles nous gâtaient et la vie devenait à peu près possible.

Ici Londres !

En fouillant un peu partout, nous avons découvert un poste de radio ; il ne marchait pas très bien, mais à force de chercher, nous sommes arrivés à le remettre en état.

Un soir, à notre troisième étage, alors que la

garde allemande avait passé sa ronde – c'était le 17 août, je m'en souviendrai toujours – nous avons fait marcher le poste. Et tout à coup, au milieu de l'émotion générale, nous nous apercevons que nous sommes branchés sur Londres. L'émission est déjà commencée ; nous entendons le speaker annoncer d'une voix forte : « Le général de Gaulle à la porte d'un camp, quelque part en Angleterre, reçoit leurs Gracieuses Majestés le Roi et la Reine d'Angleterre, qui viennent visiter les soldats français. » Le brouillage n'existe pas encore, nous entendons très nettement les airs : la Marche de la Légion Étrangère, la Marche Lorraine, l'Hymne à l'Infanterie de Marine. . . puis les soldats défilent et le speaker annonce : « La Légion Étrangère, les Marins, les Chasseurs qui se sont couverts de gloire en Norvège ! » Il y a là, autour de ce poste, des hommes âgés, des anciens combattants des deux guerres et ces « durs à cuire » pleurent ; ce ne sont pas seulement des larmes de tristesse, il y a dans ces larmes de l'espoir, parce que nous savons qu'un général français, le général de Gaulle, a levé l'étendard de la résistance et que les Français continuent la guerre.

La Bretagne indépendante

Nous étions trop bien au Collège de la Malgrange et les Allemands commencent à faire circuler des fiches à la manière allemande ; on sépare les Français ; on leur demande leur origine, leur race, leur religion : Bretons, Nord-Africains, Noirs, Israélites, sont séparés de leurs camarades ; ceux qui sont considérés comme des purs aryens partent dans les premiers jours de septembre en Allemagne ; les autres sont envoyés dans un camp, près de Nancy, réservé aux soi-disant étrangers. Je m'aperçois tout d'un coup, avec infiniment de tristesse, que je ne suis plus Français et que je suis considéré comme un étranger. Je retrouve dans ce camp des Bretons, des Noirs, des Nord-Africains, des Israélites. Il y a là, un peu au hasard, environ 5.000 soldats et 195 officiers. Des Bretons dans un camp pour étrangers ! Il faut penser à tout avec les Allemands, mais des Bretons devenus étrangers, c'est évidemment la plaisanterie la meilleure de cette guerre ! . . .

Les Allemands annoncent froidement que la Bretagne a proclamé son indépendance, donc, les Bretons ne sont plus Français ; c'est simple, mais il fallait y penser. Le commandant allemand du camp déclare, d'ailleurs, que l'on va faire signer un papier aux Bretons, où ils s'engageront à ne pas reprendre les armes contre l'Allemagne et qu'ils sont prêts à servir le nouvel État breton, après

quoi ils seront libérés (1). C'est un immense éclat de rire dans le camp, car tous nos camarades ne pensent qu'à une chose ; s'évader et partir en Angleterre pour rejoindre le général de Gaulle.

La vie continue dans ce camp ; les nouvelles les plus contradictoires circulent ; nous ne savons rien de France. De temps en temps, un journal imprimé à Nancy paraît dans le camp ; un journal français ou plus exactement un journal allemand en langue française, une nouvelle gazette des Ardennes. Les anciens, les prisonniers de l'autre guerre, nous disent de nous méfier et de ne rien croire de ces nouvelles. Un jour, nous avons lu dans ce journal l'appel suivant :

« Les autorités allemandes me demandent de vous inviter à lire ce journal, lisez-le ! Il est clair que si vous avez besoin d'obtenir des renseignements administratifs, les nouvelles de vos familles, la liste des morts et des naissances, lisez ce journal. »

Nous savons que le nouvel « Éclair de l'Est » est un journal allemand. Nous le lisons tout de même ; nous apprenons ainsi les premiers bombardements de Londres et nous apprenons également que des colonies ont passé à la « dissidence », que le général Catroux a rejoint les troupes libres françaises, et nous savons très nettement qu'à travers l'Empire français la résistance s'affirme et cela nous comble de joie.

* * *

Le camp était commandé par un officier merveilleux, qui, toujours avec courage, a tenu tête à l'officier allemand qui commandait le camp. Il se refusait à parler allemand (il le savait parfaitement). Il était chargé tous les soirs de rendre compte du nombre des prisonniers et, bien entendu, lorsque l'appel était terminé, il disait toujours : « complet » même quand ce ne l'était pas. Un soir, un officier allemand se décida à compter, mais auparavant il demanda à l'officier français combien il y avait d'hommes présents.

– 195, répond le Français.

L'Allemand compte, recompte et en trouve 194, mais c'est parce qu'il ne savait pas compter. Il se tourne vers notre officier et lui dit :

– Vous m'avez trompé, vous m'avez menti, il n'y a que 194 officiers sur les rangs.

Le Français le regarde droit dans les yeux et lui répond :

« Je ne permets pas à un Boche de douter de ma parole ; j'ai dit 195, c'est qu'il y en a 195. »

(1) Il convient de rapprocher cette déclaration de l'article paru dans *Les Documents* N° 32, p. 21.

Le Boche recompte et s'aperçoit qu'il s'est trompé. C'est tout, et c'est beaucoup.

Nous avons toujours été parfaitement traités là où nos officiers supérieurs savaient tenir tête à l'Allemand ; mais là où nos officiers supérieurs donnaient l'impression d'avoir peur, l'Allemand n'a pas hésité à nous traiter comme du bétail.

Un officier adoré de tout le camp m'a fait appeler, un jour, dans son bureau et m'a dit : « Je n'ai pas de conseils à vous donner ; les Allemands savent que vous êtes un parlementaire, la Pologne vous attend, partez le plus vite possible. » Mon plan était fait depuis longtemps et j'attendais seulement l'occasion.

Évasion

J'avais remarqué qu'une camionnette assurait régulièrement le ravitaillement du camp et se rendait à X à cet effet. Cette camionnette était une voiture d'ambulance désaffectée et qui conservait, de sa destination première, un aménagement permettant à une personne de se coucher en long, entre les deux banquettes latérales, dans un creux prévu pour l'installation d'un brancard. Le jour fixé, après avoir passé une très mauvaise nuit, je m'habillai très légèrement et fus enfermé dans un sac de couchage, porté dans la voiture comme s'il s'agissait d'un ballot de linge sale, avec, sur moi, les caisses de bière et tous les emballages utilisés pour le ravitaillement de la popote des officiers allemands. Les minutes me parurent alors terriblement longues, car je manquais totalement d'air et pouvais à peine respirer. Vers 8 heures, après que le Feldwebel de service eut passé sa baïonnette entre les différents colis et qu'un soldat allemand, montant dans la camionnette, se fut assis sur moi, sans se douter de ma présence, la voiture démarra pour franchir la porte si jalousement gardée et défendue par la sentinelle allemande.

Il faudrait le talent d'un grand écrivain pour décrire l'angoisse et les souffrances que j'ai endurées pendant mon passage dans les rues de X. On comprendra facilement qu'il ne me soit pas possible d'indiquer l'endroit où la voiture me déposa, mais je garderai longtemps le souvenir ému de l'accueil merveilleux des patriotes qui me reçurent, me réconfortèrent et me mirent en état de quitter immédiatement cette première étape. Quelques instants après, j'étais dans les rues de X vêtu seulement d'un trench-coat, sous lequel je n'avais qu'un caleçon, une paire de chaussettes et des espadrilles, mais l'adresse qu'on m'avait donnée était bonne et il ne fallut pas longtemps pour me transformer en un homme élégant, avec de l'argent en

poche et de vrais faux papiers. C'est ainsi que je gagnai la zone dite libre.

Je veux rendre hommage à la population de Nancy et de ses environs. Dès les premiers jours, la population a été antiallemande, anticollaborationniste, elle n'a jamais douté de la victoire des Alliés. Combien d'évadés pourront dire à toutes les tribunes comment, dans les pays d'Alsace et de Lorraine, ils ont été aidés par la population active et courageuse, comment ils ont été accompagnés pendant la nuit, dans des chemins détournés, pour faciliter leur évasion. Une fois encore, à cette population de Nancy, si patriote, et si courageuse, il faut rendre hommage.

Après cette évasion, je n'avais qu'une idée : regagner la zone dite libre, revoir ma femme et mes enfants, dont le dernier était né pendant ma captivité.

J'ai pris le train loin de Nancy et suis arrivé à Paris. Je suis arrivé à Paris. . . Il y a sans doute à Londres beaucoup d'hommes, beaucoup de femmes qui ont vécu cachés dans notre capitale et ils ont dû ressentir, comme moi, ce pincement au cœur quand ils ont vu flotter le drapeau à la Croix gammée sur les monuments les plus beaux et quand ils ont vu les soldats allemands marteler le pavé de Paris.

J'ai quitté très vite Paris après quelques jours et, voyez-vous, j'aime mieux croire à l'impossible, retrouver mes illusions, chérir mes quelques erreurs passées, pour avoir foi en mon Paris d'antan, en mon Paris de toujours, et être sûr qu'un beau matin, du haut de la butte, entre la basilique montmartroise et le Chevalier de la Barre, ma grande ville m'apparaîtra soudain comme avant, telle que nous l'avons quittée, au travers des brumes où tout le peuple aura dansé comme aux lendemains des éternels 14 juillet.

Je me suis dirigé du côté de Bordeaux et je suis arrivé près de la ligne de démarcation en Dordogne. Je me suis présenté chez des paysans, dans une petite ferme et je leur ai dit : « Je suis un prisonnier évadé et j'essaie de gagner la France Libre, aidez-moi. » Là aussi (c'était cinq mois après l'armistice), aux confins de la Gironde et de la Dordogne, dans cet endroit où la guerre n'a pas passé, où la France était si belle et si heureuse, eh bien, là aussi, on n'a pas hésité à me donner la meilleure chambre, le meilleur repas, à me chercher la meilleure bouteille de vin. J'ai été reçu comme le fils de la maison et de très bonne heure on m'a fait passer la ligne de démarcation, quelques minutes après la ronde de la patrouille allemande. Là aussi, des centaines et des centaines de prisonniers évadés pourront dire que, quelque temps après l'armistice, des Français ont fait passer sans hésiter, à travers la ligne de dé-

marcation, des soldats qui voulaient regagner la France.

Retour au pays

Je suis arrivé en Dordogne ; c'était en novembre. On me permettra de garder dans quelque coin caché de mon cœur ce que j'ai ressenti devant ma petite maison, avant d'ouvrir ma porte et de trouver ma mère, ma femme et mes trois enfants.

Que d'événements s'étaient passés en France pendant mon absence. Je me jetai avec avidité sur les journaux et devorai toute la littérature ayant paru au cours des quatre mois de ma captivité. J'interrogeai à droite et à gauche ; j'essayai de me faire une opinion sur le drame qui venait de bouleverser mon pays. Que de déceptions et de déceptions ! Des hommes politiques en qui je croyais n'avaient pas eu le courage de tenir jusqu'au bout et, à l'Assemblée Nationale de Vichy, s'étaient « courageusement réfugiés dans l'abstention. » Par contre, dans le petit village où je m'étais retiré, j'eus la grande consolation de voir que les humbles et les travailleurs étaient résistants et fidèles à l'alliance anglaise. Pour ces pauvres gens, pas de doute : on avait perdu la guerre pour perdre le régime et, dans leur esprit, on avait souhaité la défaite pour abattre la République.

Dans une commune de Dordogne

Eh bien, dans ces villages de Dordogne, ces braves paysans qui étaient représentés au Parlement par un homme qui s'appelle Georges Bonnet, étaient résistants et courageux, et tous répétaient : « On a voulu la défaite, on a organisé la défaite ». Malgré toutes les risettes que le Gouvernement a faites aux paysans - on a essayé de leur fixer des prix avantageux pour eux, de revaloriser leurs produits et on répétait à qui voulait l'entendre : « Un Gouvernement qui n'a pas les paysans avec lui ne peut pas gouverner » - les paysans ont boudé le gouvernement de Vichy et lui ont été hostiles. Je pourrais vous citer des exemples par centaines. Permettez-moi seulement de vous citer un fait : l'attitude d'un maire d'une commune, révoqué depuis. Le Préfet de la Dordogne lui demande de débaptiser le nom de ses rues - c'était du temps de M. Peyrouton - il y avait une rue de la Liberté, une rue de la Concorde, une rue Jean-Jaurès, une rue de la République ; le maire réunit son Conseil d'Administration et lui propose tout simplement, tout bonnement, que la rue de la Concorde devienne la rue de la Discorde, que la rue de la République s'appelle rue de l'État Français, que la rue de Verdun devienne Caporetto, nom d'une grande victoire italienne ! 48 heures après, il était révoqué :

Vichy, comme les Allemands, ne comprend pas les plaisanteries.

Ce qu'il y a de plus sûr, c'est que les paysans de la Dordogne se sont solidement organisés pour écouter la radio de Londres. Tous les soirs (tous les paysans n'ont pas un poste, mais je peux vous affirmer, et tous les Français qui arrivent de France, même beaucoup plus récemment que moi, pourront le confirmer, que, même si l'on n'a pas de poste, on est sûr d'avoir le lendemain les dernières nouvelles de la radio de Londres) on se réunit chez Durand ou Dupont ; il y a dix ou quinze paysans qui écoutent et le paysan qui habite très loin sait le lendemain ce qu'a dit la radio de Londres, et comme il est un peu de la Dordogne, il exagère et amplifie. Celui qui a la veine d'avoir une machine à écrire, tape les nouvelles et, le lendemain, le notaire du village, qui n'est pas très anglophile, est connu comme collaborateur et ne veut pas écouter les traîtres, trouve, glissée sous sa porte, une feuille tapée à la machine, l'informant de ce que le représentant de la France Combattante a dit la veille, à 9 heures.

Danger mortel pour la France

Songez aux souffrances des Français, avec l'hiver sans feu, les magasins sans provisions, les villes sans lumières ! Je voudrais raconter comment la femme française, si souvent calomniée, s'est faite la pourvoyeuse du foyer ; elle fait de longues stations sur les trottoirs neigeux, aux portes des magasins de vivres. Le peuple français souffre terriblement. Il faut penser aux enfants sous-alimentés, aux vieillards, à tous ceux des villes qui ne mangent pas tous les jours à leur faim ; il faut penser à toute la France. Il y a toute une jeunesse qui meurt de faim, et l'occupation totale de la France a aggravé cette situation. Gagnons vite, très vite la guerre, car, comme le disait récemment le président du Sénat belge, « si nous arrivons trop tard, nos étendards victorieux ne pourront s'incliner que sur des tombes. »

Je préfère ne rien dire de mon activité clandestine en France. Si je me suis évadé de mon camp de prisonniers, c'était avec une idée nette et précise : gagner le plus rapidement possible l'Angleterre pour rejoindre le général de Gaulle. J'ai mis deux ans pour exécuter ce projet et, au cours de ces deux années, j'ai eu bien des ennuis ! Il y a des Français qui combattent en France, ce sont de véritables combattants, car la bataille qu'ils mènent est une bataille de tous les jours. Combien de camarades ont été fusillés ! combien ont été exécutés sans jugement et sans défense ! la lutte qu'on mène là-bas est une véritable bataille.

Quand on arrive à Londres, on vous reçoit comme un héros ; ceux de là-bas vous admirent et ils pensent : « Quel courage ! » Eh bien, non ! Il faut le dire et le répéter : les héros ne sont pas ceux qui partent, ce sont ceux qui restent là-bas, ce sont ceux qui continuent à lutter sur la terre de France.

Dans les prisons de Vichy

Cette action clandestine n'a pas toujours été clandestine puisqu'un beau jour, au cours d'une promenade à Marseille, la police, la Sûreté Nationale, m'a arrêté. J'ai été arrêté avec ma femme, le 20 octobre 1941 ; j'ai été interrogé pendant trente-six heures, ma femme également. Nous avons été transportés à l'évêché et là, nous avons vécu pendant dix jours en ayant tous les jours une carafe d'eau, un morceau de pain et une chaise pour lit, au milieu de gens qui avaient été raflés dans Marseille : des hommes du milieu, des voleurs, etc. Nous n'avons pas pu savoir quel était notre sort, nous n'avons pas pu prévenir notre famille et nos amis. Un beau matin, dix jours après notre arrestation, trois voitures sont arrivées de Vichy pour nous emmener avec des officiers anglais, arrêtés en même temps que nous. Il y avait là un Commissaire de Police et des agents. Je ne sais pas le nom du Commissaire, mais je saurai reconnaître sa figure. Il nous a dit : « Nous vous transportons dans une prison, je ne vous dirai pas laquelle. A la moindre tentative d'évasion, j'ai l'ordre de tirer sur vous. » Ils nous ont enlevé nos lacets de souliers, nos cravates, et nous ont enchaînés les uns aux autres. Nous étions dans trois belles Citroën ; dans ces voitures, il y avait dix agents pour garder dix prisonniers ; nous étions donc un peu serrés. Nous avons été transférés à la prison de Périgueux. Nous avons quitté Marseille à 7 h. du matin, et sommes arrivés à Périgueux à 10 h. du soir. Au cours de notre voyage, nous avons été dans l'impossibilité de nous arrêter pour prendre quelque chose de chaud et manger, et il y avait deux femmes parmi nous, ma femme et une autre dame. A Périgueux, j'ai fait, pour la première fois, connaissance avec une prison. J'avais vu des prisons au cinéma ; au Parlement, je ne m'étais pas spécialisé dans les questions de prisons, mais, après la guerre, je pourrai facilement devenir un spécialiste des questions pénitentiaires.

Je ne sais pas ce qu'étaient les prisons avant la guerre, mais je sais ce qu'elles étaient après l'armistice, en France. Voici, sans en changer un mot, un rapport qu'un de mes amis, journaliste connu, m'a fait transmettre il y a quelques jours : « C'est le régime des prisons tel qu'il est maintenant :

« L'enquête a été menée à coup de matraque.

Plusieurs camarades ont eu des côtes cassées. R. a été l'objet d'ignobles chantages et de certaines tentatives de la part du Commissaire. Un inculpé a été « cabossé » huit jours durant (nerf de bœuf - règle - matraque) nu, les mains en l'air, monté sur une petite boîte laissant passer les orteils. Il est à moitié fou à présent.

« Nous sommes ici, dans une prison cellulaire, au régime de la réclusion ; pas question du régime politique. Au lieu de 300 détenus, il y en a 1.800. Nous sommes 6 par cellule de 3 m. Quand nous sommes couchés par terre, pas moyen de marcher à côté. Un peu de lumière vient d'en haut. Nous sommes enfermés là 23 h.30 sur 24, juste 1/2 heure pour se laver le matin, 50 dans une petite cour, avec un seul robinet. Nous faisons nos besoins dans la cellule, dans une tinette faite pour un seul détenu et qui empeste. . . Je me demande comment on peut vivre là dedans. Les murs sont couverts de punaises. Nous en avons déjà tué des milliers. c'est notre principale occupation.

« Coucher - Des débris de paille et une couverture. A 5 h. on se déshabille et les vêtements sont enlevés par les gardiens avec les chaussures. Il faut donc rester couché de 5 h. du soir à 7 h. du matin (un vrai supplice) en se grattant. Il nous ont enlevé nos bijoux - montre - argent - tous nos jeux. Interdiction de jouer aux cartes, interdiction pratique de lire, car on ne peut acheter que des bouquins de la prison et c'est lamentable. Interdiction de lire les journaux. Nous sommes coupés du monde. Les rares nouvelles sont colportées en morse de cellule en cellule. L'isolement, l'immobilité sont de vraies tortures. Déjà, je sens que je n'ai presque plus de muscles aux jambes et mes yeux sont éblouis quand je vais au dehors. On doit être gâteux après six mois de ce régime.

« Alimentation - A 7 h.50, un bouillon D. de la cantine (payant), à 9 h., une soupe aux épluchures de patates. Le même à 15 h., 275 grammes de pain, et c'est tout. . . Nous avons eu deux fois du bouilli, immangeable, en une semaine. Le pain paraît fabriqué avec de la poussière, du plâtre et de la boue. On nous refuse une cruche, si bien que nous devons boire notre eau dans une gamelle grasse de soupe. C'est écœurant. Pas de couteau, pas d'instrument pour ouvrir nos boîtes de conserves, c'est tout un problème. Un colis de 3 kgs par semaine, sans rab de tabac. Il y a cinq jours que nous n'avons rien à fumer, et les deux colis que nous avons reçus ont été engloutis par nous six. Espérons que les copains vont en recevoir aussi.

« Tout est réglé pour mater, limer, anéantir le prisonnier. Les gardiens ne savent que hurler certains mots : couchés - silence - courrier - colis -

douche. Quand on attend un avocat dans la rotonde, on nous colle le nez au mur. Le moindre regard est pisté et objet de sanctions. Une fois par semaine, douche. On nous fait déshabiller dehors, jeter nos vêtements par terre (même s'il pleut à torrents) et on va à la douche, nus (même s'il gèle). On se rhabille dehors dans les vêtements mouillés, bien entendu, il n'est pas question de serviette pour s'essuyer. De quoi en crever. . .

« Si les copains savaient tout cela, ils n'accepteraient pas que des hommes qui sont tous d'une admirable dignité, et dont certains sont des héros, soient ainsi traités.

« Tous les prisonniers politiques d'ici sont traités de la même manière. Certains qui sont là depuis un an sont très affaiblis. Il faut surtout lutter contre l'ennui. On se raconte des histoires, mais les histoires s'épuisent. Et surtout, on parle des camarades qui sont encore plus malheureux que nous, à Fresnes. . .

« On finit par blaguer sur notre situation parfois, mais on rit peu. Il y a, dans la cellule, des moments de découragements. Les nuits sont horriblement longues, douloureuses, peuplées de rêves et de punaises . . . et toujours cet isolement du monde, cette hostilité des gardiens. Je t'assure qu'on apprend la haine, ce sentiment qui m'était inconnu. Le moindre bruit circule dans la prison avec la vitesse de l'éclair, hélas ! généralement sensationnel . . . et presque toujours faux. Les désillusions sont cruelles ensuite. »

Ce rapport, reçu il n'y a pas très longtemps, est, je puis l'assurer, absolument vrai, absolument exact. Des anciens combattants héroïques, comme le fils de mon collègue Fernand Laurent, ont été entraînés, menottes aux mains, à travers les rues de Clermont-Ferrand. Dans la prison de Périgueux, j'avais à côté de moi comme voisin, le commandant X., officier de la Légion d'Honneur, Croix de Guerre des deux guerres avec de nombreuses palmes, enchaîné avec un déserteur ; c'est ainsi que mes camarades, officiers anglais, qui sont dans cette salle ce soir, libres, ont été traités malgré leur grade.

J'ai vécu neuf mois dans cette prison ; ma femme était au quartier réservé aux détenues, et bien que nous ayons été dans la même prison, pas une fois je n'ai pu la voir et lorsque notre avocat venait pour nous voir l'un et l'autre, j'étais obligé de me tourner le nez contre le mur pour ne pas la voir. J'ai connu le secret ; ma famille, ma mère âgée, mes amis n'ont pu savoir ce que j'étais devenu.

Peu à peu le bruit s'était répandu qu'il y avait dans la prison un parlementaire et aussi des officiers anglais. Eh bien ! tous les jours une femme de

Périgueux, qui sans doute se privait, envoyait régulièrement un plat de viande et du pain à un officier anglais et, chaque semaine, elle changeait le nom de cet officier.

Comme bien l'on pense, les conditions d'hygiène étaient inexistantes : la plupart des détenus étaient couverts de vermine ; beaucoup avaient la gale. Pendant les périodes de grand froid, il était à peu près impossible de se procurer de l'eau pour se laver : la seule fontaine disponible se trouvait à l'extérieur, dans la cour de la prison et l'eau était gelée. C'est dans cette cour exigüe que nous sortions pendant 10 minutes matin et soir, heureux, malgré le froid, de quitter l'atmosphère irrespirable de la salle. Combien de fois, cependant, fûmes-nous privés de notre promenade biquotidienne, les gardiens, débordés de travail, n'ayant pas le temps d'appliquer l'article du règlement pénitentiaire relatif à la promenade des détenus.

En ce qui concerne l'alimentation, les malheureux qui, ne recevant pas de colis de l'extérieur, étaient réduits à la seule nourriture de la prison, mouraient littéralement de faim. Dans le quartier réservé aux détenus civils, la nourriture consistait en un grand bol d'eau chaude dans laquelle se trouvaient une dizaine de haricots ou une poignée de riz, 200 grammes de pain par jour et 40 grammes de viande une fois par semaine. La mortalité était effrayante et, au cours du seul mois de décembre 1941, 17 décès furent enregistrés ; on peut dire, sans crainte d'être démenti, que ces malheureux sont littéralement morts de faim.

Parmi les détenus, il y avait les éléments les plus divers : hommes politiques, officiers français, officiers britanniques, communistes, voleurs, déserteurs, traîtres et même assassins, et tous étaient traités sur le même pied.

Dans cette prison se trouvait également un quartier pour les femmes. Leur sort n'était pas plus enviable que le nôtre. Aucune discrimination n'était faite entre les délits commis, ou supposés commis, par ces détenues, et les prévenues politiques – car il s'en trouvait également – étaient mêlées aux voleuses, aux prostituées, aux avorteuses, etc. Il y avait même des femmes communistes incarcérées avec leurs enfants en bas âge : une femme enceinte accoucha dans la prison. Inutile d'ajouter que l'enfant, né dans de pareilles conditions, ne vécut que quelques jours.

L'Armée de l'Armistice

Pendant les cinq mois que j'ai passés dans cette prison avant d'être transféré dans un camp de concentration, j'ai eu l'occasion de voir défiler, autour de moi, de nombreux soldats de l'armée de

Pétain. Il est intéressant de noter qu'il s'agissait de soldats appartenant à une armée exclusivement composée d'engagés volontaires, les termes de la convention d'armistice ayant aboli le service militaire obligatoire. Malgré la publicité faite pour le recrutement et les conditions de paie et de nourriture fort appréciables à cette époque en France, le chiffre de 100.000 hommes qui a été fixé n'a jamais pu être atteint, il s'en faut de beaucoup.

Bien souvent, les tribunaux militaires condamnaient des déserteurs de la guerre, ayant abandonné leur poste devant l'ennemi, à des peines relativement légères, alors que de simples délits comme le vol d'un pain ou d'une bicyclette étaient sanctionnés par des peines très sévères. Détail amusant : les vols de bicyclettes dans l'armée devenaient de plus en plus nombreux, les soldats n'étant pas autorisés à prendre le train pour se rendre dans leur famille, lorsqu'ils avaient une permission régulière de 48 heures, mesure prise en raison de la pénurie des moyens de transport.

Comment on fait des communistes

Oui, il y avait de tout dans cette prison de Périgueux. Il y avait, en particulier, un enfant de 18 ans qui s'était engagé dans l'armée de l'armistice. Un jour, dans sa caserne, il avait dit : « Je sais où il y a des armes et au moment favorable nous nous en servirons. » Il avait été arrêté et inculpé de tentative de reconstruction de cellules de la III^e Internationale. Il se confiait souvent à moi ; il me considérait un peu comme son père. Ce pauvre enfant ne recevait pas de colis et je partageais souvent mes vivres avec lui. Peu à peu, j'étais devenu son ami. Un jour, je lui ai demandé : « Entre nous, n'est-ce pas, vous êtes communiste ? » Cet enfant m'a répondu sincèrement : « Pas du tout, je n'ai jamais fait de politique, je ne sais pas ce que c'est. » — Mais votre père était un militant communiste ? — Je vous affirme que mon père était un brave paysan qui ne pensait qu'à sa terre et, quand j'ai dit qu'il y avait des armes, j'ai voulu dire par là qu'on les cachait contre le Boche. » On l'a condamné à deux ans de prison et, de là, on l'a envoyé au camp de concentration de Mauzac, où on l'a mis, bien entendu, dans le quartier réservé aux communistes. Il a trouvé des camarades et une organisation parfaite ; tous les colis étaient partagés, les instituteurs qui étaient arrivés faisaient des cours pour les illettrés ; il y avait aussi un cours d'éducation et d'économie politique et je peux vous affirmer que ce petit jeune homme de 18 ans, qui ne savait pas ce qu'était le communisme, quand il sortira de prison, adhérera au parti communiste.

Après une courageuse protestation du président

Herriot, notre régime fut légèrement amélioré et mes camarades et moi fûmes transférés au camp de Mauzac, où nous jouissions d'un demi-régime politique et, surtout, de conditions d'hygiène meilleures qu'à Périgueux. Par contre, le régime pour les autres détenus était très dur et les officiers de Dakar, condamnés pour gaullisme, les communistes, etc. étaient fort mal traités. La nourriture était encore inférieure à celle de Périgueux et, au cours de ma détention, elle fut, pendant plus de quinze jours, composée uniquement d'une soupe dans laquelle nageaient quelques rutabagas et des betteraves fourragères. J'ai vu de mes propres yeux des condamnés de droit commun manger l'herbe du camp, ramasser les eaux grasses de la cuisine et, lorsque le camion du ravitaillement chargé de rutabagas ou de betteraves déchargeait son contenu, nombreuses étaient les disputes entre les détenus qui se battaient pour ramasser les quelques détritiques qui traînaient par terre, après le déchargement du camion. Ces disputes et rassemblements étaient, la plupart du temps, dispersés à coups de cravache et à coups de poings par les gardiens.

Dans cette région de la Dordogne, les mois de mai et juin sont particulièrement beaux et de nombreux détenus se promenaient au soleil, le torse nu. C'était un spectacle navrant et tragique que de voir ces hommes, véritables squelettes ambulants, essayer de revivre aux rayons du soleil. La mortalité avait atteint un taux considérable et les rapports des médecins indiquaient bien que la cause en était l'insuffisance de nourriture.

Bien entendu, au camp de Mauzac, nous étions bien mieux que dans la prison de Périgueux ; nous pouvions avoir des contacts entre nous et des nouvelles par les gens qui passaient dans la rue. Nous sommes arrivés le 15 mars, et je puis dire que nous avons été régulièrement tenus au courant de ce qui se passait par les braves gens de Mauzac. Quand nous avons traversé Bergerac, menottes aux mains, encadrés de gendarmes, de braves gendarmes qui étaient navrés d'avoir à nous mettre les menottes, la population nous montrait toute sa sympathie, et si quelqu'un n'était pas aimé à Mauzac, ce n'étaient pas les internés, mais le capitaine qui commandait le camp. Nous avons donc trouvé notre situation meilleure au camp, mais nous avons pensé que les plaisanteries les meilleures sont les plus courtes et nous nous sommes dit qu'il faudrait penser à partir. Nous étions 17 dans la même cellule : une dizaine d'officiers anglais, le Consul Général de France à Madrid, un commandant de cavalerie breveté, deux officiers aviateurs ; nous faisions excellent ménage, tenions tête à nos gardiens qui, d'ailleurs, étaient pour la plupart gentils. C'étaient des sous-

officiers de la zone interdite qui, par accident, étaient devenus gardiens de prison et n'en avaient pas du tout la mentalité. Nous n'avons jamais permis à nos gardiens de nous tutoyer, de nous parler comme ils parlaient aux voleurs et aux assassins ; ils tremblaient lorsque nous leur disions : « Nous vous retrouverons dans un an ou deux, quand le général de Gaulle sera en France. Cela nous amuserait beaucoup de vous garder pendant quelque temps. » Ils sentaient très bien quand l'atmosphère était trop tendue. Alors ils m'appelaient, tentaient de parlementer : « Je fais ce que je peux, je suis un pauvre fonctionnaire ». Combien de fois avons-nous entendu cela, des gens sans courage, obéissant au gouvernement de Vichy comme ils obéiraient demain au gouvernement du général de Gaulle ; mais nous espérons bien que ce n'est pas avec ces gens-là que le gouvernement du général de Gaulle fera une nouvelle France.

Nouvelle évasion

Nous avons décidé de nous évader et nous avons tenu deux conseils pour préparer notre plan d'évasion. Un beau matin, à 4 heures, le 17 juillet, après avoir pris chacun notre tour de garde pour surveiller les rondes extérieures et intérieures, nous sommes sortis de notre cellule (je raconterai cela en détail plus tard, quand je ferai une conférence à Paris sur le régime des prisons). Nous avons gagné la première rangée de fils de fer barbelés, nous l'avons traversée et quand nous sommes arrivés à un endroit où un de nos gardiens nous attendait, nous avons pensé qu'il lui serait agréable de partir avec nous. Et c'est ainsi qu'un parlementaire français et des officiers anglais sont arrivés à Londres avec leur gardien de prison.

Je me suis évadé de la prison le 17 juillet et suis arrivé à Londres le 1^{er} novembre ; « les voyages forment la jeunesse », paraît-il ! J'ai traversé beaucoup de frontières, marché beaucoup à pied ; j'ai connu ailleurs d'autres prisons, car la Providence pensait peut-être que mon expérience n'était pas suffisante ! Après un voyage de plus de trois mois, je suis arrivé à Londres où j'ai trouvé des Français qui continuaient à combattre, des Français qui étaient unis, des hommes de tous les partis politiques qui, avant, se détestaient et ont, maintenant, appris à se connaître, c'est exactement ce qui se passe dans les prisons de France ; il y a là des hommes de tous les partis.

L'Unité française

Depuis Munich, on avait l'impression, dans les milieux politiques français, que les coupures qui séparaient certains hommes avaient tendance à se

développer et puis, tout d'un coup, on est allé en prison ensemble et on a découvert que le secrétaire des camelots du Roi de la Dordogne, combattait, en somme, pour la même cause, et qu'on avait d'anciens camarades qui étaient devenus de purs nazis. On a vu des gens qui parlaient de la République en pleurant, ne pas avoir le courage de se lever pour défendre cette République, et collaborer avec ceux qui avaient tué cette même République !

Mais il s'est trouvé des gens qui se sont dit qu'il n'était pas possible que la France fût vaincue, qu'elle était et qu'elle resterait la France. Quand on a senti cette atmosphère, on a le droit d'avoir un grand espoir car on peut avoir foi dans un pays qui, après la défaite, après avoir été abattu, donne de tels exemples de femmes, d'hommes, qui résistent et qui luttent tous les jours.

Malheureusement, à côté de ceux-là, il y a ceux qui se sont dit que l'Allemagne allait gagner la guerre, les éternels opportunistes qui se sont dit qu'il fallait jouer la carte allemande. Comme ils ne sont pas tous des imbéciles, aujourd'hui, ils se disent : nous avons joué la mauvaise carte, il faut faire marche arrière. Alors, ils se retirent de la scène politique de Vichy ; ils essaient même de partir en Afrique du Nord pour se refaire une virginité. Quelques-uns commencent à trembler, à balbutier des explications, des excuses. Il y en a, dans notre Afrique du Nord, qui espèrent pouvoir laver, dans un baptême tardif, leurs abjections et leurs crimes. Après avoir fait couler le sang français, après avoir retardé la délivrance, ils croient avoir le droit de garder le privilège et les honneurs qu'ils ont reçus, comme une aumône de l'ennemi ; après avoir occupé un poste confortable sur les livres de la servitude, ils voudraient se présenter comme les grands héros de la libération nationale ! . . . Oublieraient-ils les fusillades, les condamnations, les misères sans nombre qu'ils ont infligées à leurs concitoyens ? Le peuple de France n'a pas la mémoire tellement courte ! Ils pourront prétendre qu'ils trompaient l'ennemi, qu'ils jouaient le double jeu ! . . . Allons donc ! Aussi longtemps qu'ils ont cru à la victoire allemande, ils se sont prosternés devant les idoles nazies et ont adoré la force. . . Ils ont piétiné la France ! . . . Aujourd'hui il leur suffirait d'un mot, d'un marchandage, d'un sourire pour effacer tout cela ! . . . Non, mille fois non, la France a des comptes à régler, elle les réglera envers et contre tous ! . . .

Le 19 novembre 1940, le général de Gaulle, s'adressant aux Français, disait : « De cette victoire certaine, une France nouvelle doit sortir. Une telle guerre est une révolution, la plus grande que le monde ait connue. »

Oui, cette guerre est une révolution et la France que nous reverrons sera une France propre, et nous ne permettrons pas que ceux qui ont trahi, que

ceux qui ont tout sali, jouent un rôle nouveau dans cette France nouvelle.

La Déportation des Usines

L'envoi en Russie des raffineries de pétrole du Groupe Maniort.

AVEC la population valide, ce sont les usines françaises que les Allemands ont entrepris de rafler en France pour les transporter outre-Rhin.

On savait que d'innombrables machines avaient déjà été enlevées et emportées en Allemagne.

Mais voici que des installations tout entières sont démontées et expédiées dans l'Est. C'est ainsi que le 4 décembre 1942 un contrat a été passé entre le groupe Maniort et la société allemande Ölbaue (Mineralöl Baugesellschaft G. m. b. H. Berlin) pour l'envoi en Russie des raffineries de pétrole du groupe. Ce groupe Maniort comprend des maisons aussi importantes que la Société Vénot & Cie, la Société des constructions métallurgiques de la Sambre, la Société Parisienne pour l'Industrie des Chemins de Fer et des Tramways Electriques, les Ateliers Moisant, etc.

Le contrat affirme le désir des parties intéressées que l'industrie française participe d'une façon effective à la collaboration économique entre l'Allemagne et la France.

Le contrat stipule les obligations suivantes :

Le groupe Maniort mettra à la disposition des Allemands, pour la reconstruction en Russie, le nombre nécessaire d'employés techniques, de monteurs et d'ouvriers. Ce personnel devra être le même que celui qui aura procédé au démontage. Le groupe fournira les engins, machines et outils nécessaires au remontage. Il fournira les ingénieurs, les dessinateurs, les ouvriers spécialisés, le personnel commercial et technique nécessaires... Le personnel du Groupe sera soumis aux règlements de travail déterminés par « l'Ölbaue » qui aura le droit d'exiger le remplacement des ouvriers qui lui paraîtront incapables... En cas de congés éventuels ou d'autres absences du personnel, le Groupe devra fournir, sans retard et à ses frais, de la main-d'œuvre de remplacement. L'Ölbaue aura le droit de disposer de tous les dessins, descriptions, listes et spécifications appartenant au Groupe, ainsi que de tous les dessins nouveaux à exécuter par lui.

En échange, l'Ölbaue s'engage à s'efforcer de faire dispenser de la relève les maisons appartenant au groupe français, concession de pure forme, puisqu'une proportion considérable du personnel de

ces maisons doit être envoyée en Russie pour assurer le remontage des raffineries et puisque, par ailleurs, le Groupe s'engage à utiliser à cette fin un nombre de spécialistes *au moins égal* à celui qui aura été dispensé de la relève... Le trust allemand s'emploiera de tout son pouvoir auprès des services allemands pour que les membres du personnel du Groupe prisonniers de guerre soient libérés, à condition qu'ils soient employés exclusivement et d'une façon permanente pour l'exécution des travaux prévus par le contrat, et en particulier pour la reconstruction en Russie... Enfin, l'Ölbaue s'efforcera d'obtenir, pour le personnel de remontage, les rations attribuées aux travailleurs de force.

Comme indemnité pour les prestations du groupe, l'Ölbaue paiera : Pour le personnel technique, Ingénieurs, Chefs monteurs, Monteurs, etc., un taux journalier de 30 RM (soit 600 frs). Cette somme comprend, outre le logement, la subsistance, les frais de déplacement, les indemnités et assurances diverses. Elle comprend aussi la fourniture de tous les appareils et outils de levage, machines et autres matériaux indispensables pour le démontage, y compris le carburant et lubrifiant nécessaires.

... En ce qui concerne l'interprétation du contrat dans les cas litigieux, le Droit allemand sera, bien entendu, applicable en prenant pour base le texte allemand. Dans tous les litiges, quels qu'ils soient, l'Intendant auprès du Militärbefehlshaber en France statuera de façon irrévocable.

Le bilan de l'opération se solde donc ainsi : La France fournit à l'Allemagne des usines entières, matériel et personnel compris, et reçoit en échange cette sorte de bouts de papier qui s'appellent *marks-occupation* et la transformation de prisonniers en travailleurs qui devront être nourris par le Groupe. Ils logeront dans des baraques encore à construire en Russie et qui ne seront sans doute pas différentes de celles qu'ils auront quittées en Allemagne.

Il y a cependant quelqu'un qui profitera de la transaction. C'est le groupe Maniort : 3% des sommes encaissées en vertu du contrat.

Il est vrai que ce contrat est du 4 décembre 1942 et, depuis, il s'est produit un petit événement qui a peut-être rendu difficile l'exécution du contrat : Les Allemands ont été chassés du Caucase.